

La spéculation immobilière, c'est le VOL

En ces temps de rentrée, le logement constitue l'une des préoccupations majeures de la population, notamment des étudiants qui consacrent en moyenne pas moins de 50% de leur budget pour se loger. Aujourd'hui, en France, plus de 4 millions de personnes sont en attente d'un logement (et non 1,7 million comme l'affirmait Cécile Duflot, pourtant ministre du logement). Ce sont les effets de la spéculation immobilière, qui, avec la flambée des prix des loyers qu'elle entraîne, ruine la majorité des individus, engraisse chaque mois un peu plus les propriétaires, mais surtout engendre une situation aberrante, bien qu'acceptée aujourd'hui : des femmes et des hommes qui dorment dehors à la rue à côté de logements vides, tout cela pour la stabilité du marché immobilier !

Le droit à un logement de qualité pour tous est non négociable, pour cela nous appelons à des actions populaires franches et directes, exigeant :

- 1/ La réquisition de tous les logements vides**
- 2/ La création à vaste échelle de logements de qualité**
- 3/ L'interdiction d'acheter un logement si ce n'est pas pour l'habiter**
- 4/ La création d'un service public large du logement, autogéré par la population, avec comme priorité un logement pour tous selon les besoins de chacun**
- 5/ L'expropriation de tous les spéculateurs immobiliers**

Cela implique la sortie de l'économie capitaliste, fondée sur la course aux profits et l'accumulation de richesses pour une minorité de propriétaires et de déconnecter totalement la question du logement avec celle du marché et des profits, de bâtir un nouveau système social qui satisferait efficacement tous les besoins humains pour l'ensemble de la population.

Devant la pénurie de logements sociaux, les classes populaires, toutes celles et ceux qui n'ont et n'auront jamais les moyens financiers de devenir propriétaires, sont condamnés à l'exploitation institutionnalisée, qui consiste à verser chaque mois une grosse somme d'argent aux racketteurs à l'existence légale, les spéculateurs immobiliers, c'est-à-dire tous ceux qui ont acheté des biens immobiliers (certains par centaines) en vue uniquement de faire du fric dessus, sans y habiter et sans se soucier de l'intérêt général.

Ce chaos social est organisé en collaboration étroite avec les agences immobilières, qui sont souvent au garde-à-vous devant les propriétaires et méprisantes devant les locataires. Les investissements immobiliers et les

combines de mafieux des spéculateurs leur assurent des revenus juteux sans bouger le petit doigt, à des années lumières des maigres 400 euros du RSA ou d'un SMIC rabougris ! Les propriétaires qui s'engraissent chaque mois sur le dos des locataires, voilà bien les vrais assistés de la société et les réels profiteurs du système !

Par ailleurs, même dans le cadre de l'État bourgeois actuel, une loi existe, le Droit Au Logement Opposable (DALO), qui vise à contraindre les propriétaires de louer leur logement vacant, sous peine de se le voir réquisitionner par l'État. Dans les faits, notamment ici à Brest où cette loi aurait pu être appliquée, par exemple, pour loger les demandeurs d'asile mis à la rue par la préfecture, aucune réquisition n'a vu le jour, de la même manière que sur l'ensemble du territoire français, où cette loi n'est quasiment jamais appliquée. L'intérêt des propriétaires immobiliers semble peser bien plus lourd sur la classe gouvernante que celui des demandeurs d'asile et de l'ensemble des sans-logis ou personnes vivant dans des logements insalubres. **RAS LE BOL, CA SUFFIT !**

POUR UN SYSTÈME BASÉ SUR LA SOLIDARITÉ ET NON SUR LA BARBARIE SPÉCULATIVE, POUR LA SOCIALISATION DES LOGEMENTS, RÉVOLUTION SOCIALE ET LIBERTAIRE !

Qui sommes-nous ?

Alternative Libertaire est une organisation **communiste libertaire**. Nous situant dans la continuité du mouvement anarchiste ouvrier international, nous militons pour l'abolition du système capitaliste, pour la socialisation des moyens de production et pour l'édification d'une société sans classes et sans État, fondée sur l'autogestion et la démocratie directe. Cette transformation révolutionnaire de la société repose sur la participation active aux luttes sociales et aux contre-pouvoirs. Entre le capitalisme privé et le communisme autoritaire : une alternative libertaire !